

GENÈSE DU DÉSÉQUILIBRE ENTRE POPULATION ET RESSOURCES EN PAYS MOBA-GURMA (NORD-TOGO)

Marc PILON

Un discours, toujours dominant, considère la variable démographique comme une donnée exogène et fait de la croissance démographique le principal responsable du déséquilibre — bien réel — entre population et ressources alimentaires, qui affecte la plupart des pays du Tiers-Monde. En contrepoint, de plus en plus nombreuses sont les analyses qui montrent que les phénomènes démographiques peuvent être aussi bien effets que causes, dans le cadre d'un processus d'interaction permanente avec le social, l'économique, le politique et le religieux. Et que les causes des situations de déséquilibre alimentaire ne sont pas seulement d'ordre démographique.

Cette communication se veut être une contribution à ce débat, à partir d'une étude de cas sur une région d'Afrique de l'Ouest : le pays moba-gurma du Nord-Togo.

Dans un premier temps, après avoir rappelé l'évolution de la population, nous avons cherché à en analyser les déterminants : les causes de la croissance démographique. Et notamment, pourquoi la fécondité n'a-t-elle pas baissé ?

Ensuite, faisant d'abord le constat d'une situation alimentaire qui s'est dégradée au cours du temps (elle est aujourd'hui critique), nous essaierons de répondre à la question suivante : pourquoi n'y a-t-il pas eu intensification agricole ?

Ayant ainsi précisé le rôle véritable joué par la variable démographique dans la genèse du déséquilibre population-ressources, il restera alors à s'interroger sur l'évolution future.

Quelques caractéristiques du pays moba-gurma

Les Moba et les Gurma sont concentrés dans l'extrême nord du Togo, dont ils représentent l'essentiel du peuplement : au recensement de 1981, 88 % des Moba-Gurma recensés au Togo (soit 211 069 personnes) résidaient dans la Préfecture de Tône, la plus septentrionale, et en constituaient 85 % du total de la population. L'appellation "pays moba-gurma" exprime la correspondance entre cette réalité ethnique et cet espace administratif qui, bien que sans signification réelle sur le plan historique, présente un intérêt pratique comme niveau de référence pour bon nombre des données statistiques. La préfecture de Tône est l'une des deux préfectures (avec celle de l'Oti) composant la Région des Savanes (l'une des cinq régions économiques du Togo) et dont elle représente environ les trois quarts de la population pour la moitié de la superficie. La ville de Dapaong est à la fois chef-lieu de la préfecture de Tône et de la Région des Savanes.

Cette partie la plus septentrionale du Togo, située en zone de savane avec un climat de type soudanien (environ 1000 mm par an en une seule saison des pluies), se caractérise par une nette prédominance de l'agriculture, qui occupe 96 % de la population, avec un milieu urbain (limité à Dapaong) qui ne regroupe que 7 % de l'ensemble de la population ¹. La production agricole est essentiellement vivrière (mil, sorgho, haricot) et destinée à l'auto-subsistance. Les cultures de rente sont l'arachide et surtout le coton, elles constituent la principale source de revenus monétaires (particulièrement pour les dépendants, femmes et cadets).

La population est très inégalement répartie : en 1981, les densités rurales variaient de 25 à plus de 150 hab./km², pour une densité moyenne de 68 hab./km² (en excluant les zones non habitables).

L'occupation ethnique de l'espace est globalement la suivante : les Moba, reconnus comme les autochtones, occupent grosso modo la partie ouest de la préfecture, l'est étant le fait des Gurma, venus s'y installer à partir du XVIII^e par vagues successives en provenance du pays gurmantché ². Les Mamprussi, venus aux mêmes époques depuis l'actuel Ghana, se sont largement assimilés aux Moba. Les autres groupes ethniques représentés sont les Mossi, les Yanga, les Bousance, surtout implantés dans le Nord-Ouest, et les Peul dans la moitié nord; chacun de ces groupes n'excède pas 5 % de la population totale.

1. Chiffres du recensement de 1981, mais dont l'ordre de grandeur demeure à peu près le même aujourd'hui.

2. Situé dans l'est de l'actuel Burkina-Faso..

Genèse du déséquilibre entre population et ressources

Les Gurma ayant adopté pour l'essentiel l'organisation socio-économique et religieuse des Moba, ces deux populations forment un ensemble suffisamment homogène pour qu'il soit permis de parler de la société moba-gurma. En fait, les différences observées (sur le plan linguistique et des cérémonies) sont plus souvent liées à l'appartenance clanique qu'ethnique.

La société moba-gurma, de type patrilinéaire et patrilocal, repose sur une organisation clanique sur les plans social (exogamie clanique), politique, foncier et religieux. La seule unité repérable dans l'espace est la *naag* (la concession), qui constitue l'unité de résidence de base abritant dans la plupart des cas une seule unité de production et de consommation (l'exploitation agricole) ; cette dernière regroupe en moyenne 9 personnes relevant d'un ou plusieurs noyaux familiaux (monogamiques ou polygyniques) apparentés.

Une croissance démographique due au maintien d'une fécondité élevée et à une baisse de la mortalité

A partir des sources de données existantes, il se dégage l'évolution suivante du taux moyen annuel de croissance démographique de la préfecture de Tône (et de la population moba-gurma) :

Années 20 :	1,0%
1930-50 :	1,5% (à partir des archives coloniales)
1950-60 :	2,2%
1960-70 :	2,4% (taux de croissance intercensitaires)
1970-81 :	2,8%
1981-85 :	3,7% (enquête démographique 3)

Malgré toutes les imprécisions et incertitudes qui entachent les évaluations de population — principalement avant 1960, date de l'indépendance et du premier recensement national — ces chiffres témoignent sans ambiguïté du phénomène d'accélération du rythme de la croissance démographique depuis le début du siècle.

Les informations disponibles sur la fécondité et la mortalité permettent de confirmer le sens de cette évolution.

Les résultats issus de l'enquête démographique précitée conduisent aux constats suivants :

3. Il s'agit d'une enquête renouvelée sur la base du recensement de 1981 (voir Lévi & Pilon, 1988).

— la mortalité dans l'enfance a connu une baisse sensible au cours des dernières décennies, diminuant de moitié (passant entre 1940 et 1980 d'un quotient de mortalité d'environ 200 à 100 pour mille pour la tranche d'âge de 0 à 1 an et d'environ 400 à 200 pour mille pour la tranche d'âge de 0 à 5 ans) ;

— les niveaux de fécondité actuels sont très élevés, avec un nombre moyen d'enfants nés vivants par femme de 7,2. Les estimations issues des données du recensement de 1981, quoique plus faibles (6,5), confirment cette fécondité élevée, qui apparaît d'ailleurs comme la plus forte du Togo. On note même une légère hausse de ces niveaux de fécondité, traduite par une élévation de la fécondité cumulée, pour chaque groupe d'âges actuel des femmes, chez les générations les plus récentes.

Compte-tenu du biais de sous-déclaration propre aux enquêtes rétrospectives, d'autant plus fort que l'on s'éloigne dans le temps, les niveaux de mortalité observés pour les périodes les plus anciennes sont certainement sous-estimés, ce qui ne ferait qu'accentuer cette évolution à la baisse. Les mesures de la mortalité infantile effectuées par l'administration coloniale, bien qu'à prendre elles aussi avec précaution, témoignent également d'une mortalité élevée vers 1930 : les rapports annuels de 1928, 1929 et 1930 donnent respectivement les chiffres de 237 ‰, 264 ‰ et 247 ‰. Par ailleurs, à l'inverse de ce qui a pu être observé pour d'autres régions africaines⁴, l'étude du début de la colonisation (tant à travers les archives coloniales que par les témoignages des « anciens ») permet de penser qu'elle n'a pas entraîné une dégradation de la situation sanitaire et, partant, une augmentation de la mortalité.

Retracer l'évolution de la fécondité pour les périodes anciennes se heurte au manque total de données quantitatives fiables. Les "indices de fécondité" calculés par les services coloniaux, notamment, sont inutilisables en tant que tels. Les seules informations dont nous disposons sont en fait de nature qualitative et à considérer également avec précaution. Pour la période coloniale, il s'agit des appréciations relevées dans les divers rapports. Ainsi, les Moba sont-ils toujours présentés comme « *la race la plus prolifique du Cercle* »⁵. Le rapport de 1925 souligne « *de sondages faits notamment à Mango et à Dapango, il résulte que le nombre de naissances est relativement élevé dans le cercle* ». Ou encore, en 1930, que « *les familles nombreuse sont courantes dans la*

4. A propos de l'évolution de la population kényane au début du siècle, Marc H. Dawson note « the first decades of the twentieth century were ones of rising mortality and declining population. This change would be the result of the disruption caused by colonialism. » (M. H. Dawson, 1987 : 201)

5. Arch. Nat., rapport de 1928.

circonscription, la majorité de la population, Mobas et Lambas, étant très prolifiques.[...] Il n'est pas rare de trouver dans les cantons des femmes dépassant la quarantaine et ayant déjà eu 8, 10 et 12 accouchements ». Cette impression d'une fécondité déjà élevée au début du siècle, concorde avec les représentations et les rôles assignés à la fécondité dans la société moba-gurma :

- « *Le clan qui est nombreux, c'est le clan fort* » ;
- « *Si je meurs, que mon nom soit prononcé* » ;
- « *Tu laisses passer le temps de ta descendance* » ;
- « *Entre avec la fraîcheur [fécondité] dans la maison* » ;
- « *Que les parents [morts] et Yêdu vous aident à avoir des mangeurs de viande* » ;
- « *Le voleur n'a pas d'enfants* » ;
- « *Le vieux champ des parents ne reste pas inculte tant qu'il y a des enfants* »⁶.

Ces quelques proverbes et prières prononcés lors de cérémonies montrent combien la fécondité est une préoccupation permanente, tant sur le plan social, politique, économique que religieux.

Dans cette société organisée sur une base clanique, la fécondité se trouve être au centre des rapports de force entre clans, qui mesurent leur puissance au nombre de leurs membres.

Le système de production « traditionnel », consommateur de la seule force de travail humaine, incite à la réalisation d'une forte descendance pour assurer la subsistance du groupe, et plus tard garantir les « vieux jours » des parents.

Pour réaliser cet objectif d'une forte fécondité, essentiellement recherchée au niveau de l'homme (la filiation est patrilinéaire), du lignage et du clan, la société cherche à exploiter au maximum les capacités procréatrices des femmes ⁷. Comme dans toute société, les pratiques matrimoniales remplissent à ce propos une fonction précise, notamment la précocité du mariage féminin et le remariage rapide des veuves et « divorcées » encore fécondes. Et, dans un contexte de forte mortalité, il est assurément nécessaire de mettre au monde beaucoup d'enfants pour qu'il en reste suffisamment (« l'effet de remplacement »).

6. Exemples tirés de P. Reinhard, 1983, et de Y.D. Lambon, 1980

7. Un maximum qui est cependant loin du maximum biologique en raison des pratiques de l'allaitement prolongé et de l'abstinence post-partum, assurant des intervalles entre naissances longs.

Depuis les années vingt jusqu'à aujourd'hui, la région de Dapaong a été affectée par des migrations en direction de l'étranger (Pilon & Pontié, 1988). C'est donc dans un sens négatif que le phénomène migratoire a joué sur la croissance de la population.

L'évolution à la baisse de la mortalité est sans aucun doute la conséquence du développement des infrastructures sanitaires et des autres actions de santé (campagnes de vaccination...). Nous laissons de côté l'analyse plus approfondie de leur historique et de leur contenu, qui ne serait ici que d'un intérêt secondaire. Soulignons cependant que la préfecture de Tône a bénéficié depuis les années 70 d'actions sanitaires importantes sous l'égide d'organisations catholiques, qui ont sensiblement renforcé la politique sanitaire nationale.

La question centrale à laquelle il nous faut essayer de répondre est la suivante : pourquoi la fécondité n'a-t-elle pas baissé ?

Les représentations et rôles « traditionnels » assignés à la fécondité continuent assurément de prévaloir. Si le clan n'a plus la même importance politique que jadis, l'appartenance clanique et lignagère reste une donnée essentielle dans la société moba-gurma sur les plans matrimonial, religieux et foncier. Et les enfants qui naissent demeurent avant tout ceux du lignage, du clan.

La baisse de la mortalité dans l'enfance, pourtant sensible, ne semble pas avoir supprimé « l'effet de remplacement ». Des entretiens menés auprès des familles montrent que ce « recul de la mort » n'est pas toujours perçu, car avec la croissance démographique le nombre de décès augmente lui aussi en valeur absolue; et quand bien même cette perception existe, les gens le perçoivent rarement comme un acquis définitif — probablement avec raison.

La culture attelée, largement pratiquée mais se révélant mal et sous-utilisée techniquement (Djagni & Faure, 1989), n'a globalement pas permis de diminuer le recours à la main-d'oeuvre familiale et pourrait même avoir l'effet inverse ⁸. Le phénomène migratoire et la scolarisation agissent en outre négativement sur la disponibilité en force de travail familiale au niveau de l'exploitation agricole. La recherche d'une descendance plus nombreuse constitue alors un moyen, avec la polygynie, de compenser cette « perte de bras », voire d'augmenter les ressources humaines du groupe ⁹. Il est enfin à noter que les femmes elles-mêmes demeurent dans l'ensemble attachées à la réalisation d'une

8. Les sarclages continuant de se faire manuellement, une volonté d'augmenter les surfaces cultivées grâce à la culture attelée nécessite un recours accru à la force de travail humaine, et notamment familiale pour qui n'a pas les moyens de « supporter » une main-d'œuvre extérieure (système des « invitations de culture » — *kpapogl* — et salariat).

9. L'accroissement de la participation des femmes aux travaux de sarclages a constitué une autre réponse à cette contrainte du système de production.

forte descendance, tant pour une question de valorisation au sein de la société qu'en raison d'avantages sur le plan économique (notamment l'aide des filles pour les travaux domestiques).

Certes, il n'est pas rare d'entendre des propos soulignant le coût financier de plus en plus élevé que représentent les enfants (santé, scolarisation, habillement, alimentation), du reste supporté pour une large part — et sans doute croissante — par les femmes. De plus en plus de femmes se plaignent de grossesses trop rapprochées (il semble en effet s'être produit une diminution des intervalles entre naissances). Les quelques tentatives de planification familiale menées dans la région n'ont à ce jour rencontré guère de succès en milieu rural.

Au bout du compte, il apparaît très clairement, pour des raisons diverses, qu'une descendance nombreuse est demeurée un objectif valorisé et recherché. Et cela d'autant plus que le contrôle — social — de la fécondité reste essentiellement sous l'autorité des hommes. Notons par exemple que, bien qu'aucune loi ne le stipule, l'accès à la contraception pour les femmes mariées est très fréquemment soumis, de la part du personnel de santé, à une autorisation préalable du mari.

Il faut enfin noter que ces comportements de fécondité élevée ont également toujours rencontré un contexte politique favorable. Durant la colonisation, « *la croissance de la population semble être une préoccupation constante du gouvernement de tutelle dont les commentaires à ce sujet sont nettement populationnistes* »¹⁰. Depuis l'Indépendance, le gouvernement togolais n'a pas adopté de position claire concernant le rythme de croissance de sa population et les niveaux de fécondité. Ici et là, dans des documents officiels, la croissance démographique est présentée comme un facteur limitant pour le développement, mais l'idée d'une régulation des naissances est proscrite de tout discours public. Une politique de population est en cours d'élaboration, manifestement sous la pression des bailleurs de fonds et d'autres organismes internationaux¹¹. Différentes structures interviennent officiellement depuis 1975 dans le domaine de la planification familiale¹², mais toujours sous couvert de la santé de la mère et de l'enfant. La situation se révèle donc plutôt confuse.

A la question posée au début sur les raisons d'une non diminution de la fécondité en pays moba-gurma, la réponse n'est assurément pas à

10 T. Locoh, 1984, p.5.

11. Un séminaire sur le thème « population et développement » s'est tenu à Lomé en 1987, organisé par la World Population Society avec le concours financier du FNUAP et de l'USAID, et dont l'objectif était de dégager une politique de population pour le Togo.

12. Il s'agit du Programme National pour le Bien-Etre familial (PNBEF), et de l'Association Togolaise pour le Bien-Etre Familial (ATBEF) financée par l'International Planned Parenthood Federation (IPPF).

chercher dans une sorte de « fatalisme culturel ou religieux » comme le suggère, il est vrai, cette phrase souvent entendue : « *c'est Dieu qui donne les enfants* ». Comme pour toute société, la fécondité doit être appréhendée comme l'une des composantes de la dynamique globale de la société moba-gurma. Son niveau et son évolution résultent d'un jeu complexe où interfèrent représentations, enjeux et contraintes de type social, économique, politique et religieux, internes et externes à la société, et qui agissent tant au niveau individuel que collectif.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu intensification agricole ?

Plus encore que pour la population, se pose le problème d'un manque de données statistiques fiables, surtout pour la période coloniale.

Si l'on en croit les commentaires relevés dans les rapports de l'administration coloniale, le « pays moba » des années 20 présente une situation agricole et alimentaire plutôt satisfaisante. A l'issue d'une tournée dans la région de Dapango, en 1917, le compte-rendu précise à propos de l'actuel Bombouaka, « *Bomboga, en pays moba, mérite une mention spéciale, il alimente en mil le pays tchokossi en entier* » 13. A propos des cultures vivrières, le rapport annuel de 1925 fait l'analyse suivante : « *Seule la région moba produit un excédent considérable grâce auquel les autres régions du cercle peuvent s'alimenter. De plus, chaque année, les Mobas exportent d'assez grandes quantités de mil en territoire britannique et chez les Mossis de la Haute-Volta dont les populations voisines de notre territoire sont souvent frappées de disette. C'est encore le mil moba qui a toujours servi à l'alimentation des tirailleurs de la 7ème compagnie jusqu'au 1er avril ainsi qu'à celle des gardes et des détenus de Mango* » 14. Le rapport de 1928 souligne à nouveau, concernant la culture du mil en pays moba, que « *la production très abondante suffit non seulement à leur nourriture, mais leur permet d'en vendre aux autres groupements du cercle et même d'en exporter* » 15.

C'est durant cette période, de 1926 à 1930, à l'occasion de la construction du pont de Naboulgou situé à environ 100 km au sud de Dapango, que les autorités coloniales vont faire appel au pays moba pour assurer l'essentiel de l'approvisionnement des chantiers en produits vivriers. Comme le souligne le rapport du cercle du troisième trimestre de 1927, « *des quantités suffisantes de mil provenant des*

13. Arch. Nat., I, 1917, *Op. Cit.*

14. Arch. Nat., II, 1925, p.54.

15. Arch. Nat., II, 1928.

régions moba du nord sont dirigées plusieurs fois par mois sur Nabolougou » (P.P. Rey, 1976).

Concernant par ailleurs les niveaux élevés de mortalité dans l'enfance relevés par les statistiques coloniales, les explications données portent toujours sur « de mauvaises conditions d'hygiène » ; il n'est pas fait mention de déficit nutritionnel ou de situations de disette répétées.

Bien que des chiffres fiables fassent défaut, ces informations sont suffisamment éloquentes et concordantes pour attester, durant cette période du moins, d'une situation agricole et alimentaire satisfaisante en pays moba-gurma.

Cette production vivrière se réalisait alors dans le cadre d'une agriculture d'auto-subsistance répondant aux caractéristiques suivantes : système de culture extensif, pratique de longues jachères pour la régénération des sols, technique de la houe, recours exclusif à la force de travail humaine, division sexuelle du travail, et exploitation collective des terres au niveau du « groupe domestique »¹⁶.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Le pays moba-gurma ne connaît certes pas encore la situation très critique des régions sahéliennes, mais la précarité demeure.

La production a assurément augmenté durant les deux dernières décennies, mais la grande variation des chiffres rend difficile la mesure de son accroissement réel. On peut se demander si ces statistiques annuelles présentent toutes la même fiabilité. La confrontation entre les chiffres et l'appréciation de la situation alimentaire par les responsables du développement conduit parfois à quelque paradoxe. Ainsi, alors que les statistiques montrent un doublement (!) de la production de mil-sorgho entre 1981 et 1985, la Direction Régionale du Plan note dans son analyse de la Région des Savanes, en 1985, que « la région doit donc importer encore les céréales (sorgho-mil, maïs) pour couvrir ses besoins alimentaires compte tenu de la croissance démographique régionale »¹⁷.

L'auto-suffisance alimentaire, sans doute atteinte les « bonnes années », est remise en cause dès que la pluie fait défaut (par insuffisance ou mauvaise répartition dans le temps). D'après les chiffres de la Direction des Statistiques Agricoles, la production de mil-sorgho dans la préfecture de Tône a connu une baisse de 19 % en 1987, puis de 30 % en 1988, suite à de mauvaises conditions climatiques. Les chiffres

16. Ce terme se réfère à la terminologie de C. Meillassoux (« communauté domestique »). Il se compose ici de l'ensemble des personnes qui travaillent sur les mêmes « champs collectifs » sous la responsabilité d'un chef d'exploitation, et résident au sein de la même *naag* (concession) ; il peut comprendre un ou plusieurs noyaux familiaux (Pilon, 1988).

17. Direction Régionale de Plan et du Développement, 1985, p. 86.

concordent ici avec la réalité : la situation alimentaire de ces années fut effectivement très critique 18.

D'après un schéma commun à de nombreuses régions, le pays moba-gurma se trouve confronté, sous l'effet conjugué d'une pression démographique croissante et de l'absence d'une réelle intensification agricole 19, aux phénomènes de déboisement, de diminution rapide de la jachère voire de sa disparition dans certaines zones, aboutissant à une surexploitation des terres, à une érosion croissante des sols et donc à leur appauvrissement.

Comment en est-on arrivé là, au terme de plusieurs décennies de « modernisation » agricole et de développement rural ?

Pour les puissances coloniales, allemandes puis françaises, les ressources vivrières n'étaient d'aucun intérêt économique par rapport aux besoins de la métropole et en terme d'exploitation commerciale. A l'occasion, les zones de forte production vivrière seront sollicitées, en fait ponctionnées, pour assurer notamment l'entretien des travailleurs réquisitionnés pour la construction des infrastructures coloniales (Cf. *supra*, le cas du pont de Naboulgou). Aussi, très tôt, dans la géographie du système économique colonial qui se met en place, le Nord-Togo, à l'instar des autres régions de savanes, ne va-t-il constituer qu'un réservoir de main-d'oeuvre pour les zones de production capitaliste (principalement de plantations) situées dans les régions forestières et côtières; dans le Sud-Togo (région des Plateaux) pour les Kabyé 20, au Ghana et en Côte d'Ivoire pour les Moba-Gurma. Pour ces derniers, le besoin en numéraire pour faire face au paiement de l'impôt de capitation et aux exigences d'une économie devenue monétaire, ainsi que l'institution des corvées et des prestations en travail, conjugués à un appel de main-d'oeuvre des planteurs de cacao au Ghana, vont enclencher à partir des années 20 des mouvements migratoires qui perdurent encore aujourd'hui 21.

Dans ce contexte, et dans la mesure où la production vivrière suffit à garantir la reproduction de la force de travail, il n'y aura aucune action véritable visant à améliorer les conditions de cette production et à l'intensifier. Bien qu'introduite dès 1924 dans le Cercle, la culture du coton ne va connaître qu'un développement très limité jusqu'au milieu

18. Une mission du Ministère du Développement Rural s'était rendue dans la région pour évaluer le « déficit alimentaire ».

19. Le terme d'*intensification agricole* utilisé dans ce texte se réfère à une augmentation de la production sur un même espace cultivé (par un accroissement des rendements), et ne considère donc pas l'extension des superficies cultivées.

20. Voir notamment B. Lucien-Brun & A.M. Pillet-Schwartz, 1987.

21. Pour une analyse détaillée du phénomène, voir Pilon & Pontié, 1988.

des années 70. Un accent particulier sera mis sur l'arachide à partir de 1935, mais avec un succès plutôt mitigé ²².

A partir de la fin des années 50 et surtout après l'indépendance, la politique agricole va sensiblement s'intensifier. Le premier plan quinquennal de développement, commencé en 1966, fait de l'agriculture une priorité du développement national, et ce choix est maintenu dans les trois Plans suivants. « *En 1974, il sera réaffirmé avec force, comme pour exorciser la baisse continue de la production agricole* » (S. Duadenyo, 1987, p.32). En 1977, l'agriculture devient « la priorité des priorités » avec le lancement de « la révolution verte », dont l'objectif est « *que dans cinq ans, tous les Togolais puissent disposer, à tout moment et en tout lieu, en quantité et en qualité, des biens alimentaires produits par eux-mêmes et pour eux-mêmes* » (Schwartz, 1989).

Au gré des réorientations successives de la politique agricole et des réformes consécutives, et de l'évolution des modes de coopération, on assiste à une prolifération des structures institutionnelles, avec leur philosophie propre : « *A l'aube du 4ème Plan, l'appareil institutionnel au service du développement rural est constitué de pas moins de cinq types de structures : des structures étatiques, des structures para-étatiques, des structures mixtes, des "projets" de développement, et des organisations non gouvernementales* » (Schwartz, 1984, p.1).

En ce qui concerne l'extrême Nord-Togo, les grandes lignes des actions entreprises sont les suivantes. De 1957 à 1962, le Secteur de Modernisation du Nord (SEMNORD) va mettre l'accent sur la riziculture et la pisciculture. Ensuite, la Société Régionale d'Aménagement et de Développement (SORAD), assistée par le Bureau pour le Développement et la Production Agricole (BDPA), prône « *la prise en compte de tous les aspects de développement (création de groupements paysans, prêts de campagne et d'équipement, promotion de la culture attelée et de la riziculture, diffusion d'engrais et nouvelles variétés d'arachide...)* » (Pilon & Pontié, 1988). Depuis 1980, le relais est pris par la Direction Régionale du Développement Rural (DRDR). A partir de 1974, la Société Togolaise de Coton (SOTOCO) va prendre en charge la culture du coton, avec un volet d'appui aux cultures vivrières depuis 1980. Considérée, à juste titre, comme la plus défavorisée du Togo et dans une situation critique, la région est devenue l'une des zones privilégiées d'intervention pour les « développeurs » extérieurs.

22. D'après une note sur la circonscription de Dapango, en 1960 la production d'arachide était estimée entre 300 et 600 tonnes seulement (Arch. Nat., 1960). Dans une étude portant sur la région de Mango, P.P. Rey parle d'"échec économique" (P.P. Rey, 1976).

En 1980, le Fond Européen de Développement (FED) lance un important projet, circonscrit à une zone de la partie ouest de la préfecture de Tône; un accent particulier est mis sur la culture attelée, l'utilisation d'engrais et la diffusion de nouvelles méthodes culturales (labour à plat, semis en lignes...). Au fil du temps, les ONG se sont multipliées : Association Française des Volontaires du Progrès, Maisons Familiales, Centre de Formation Rurale de Tami puis d'Ogaro, Jeunesse Agricole Rurale Catholique, projet « Iles de paix », volontaires américains du Corps de la Paix...

Mais au-delà des discours, de la mise en place des structures et des actions, il y a la réalité, celle des chiffres et du « terrain ».

En fait de secteur prioritaire, l'agriculture n'a bénéficié, pour l'ensemble du Togo et au cours des trois derniers Plans, que de 12,7 % du total des investissements dont les cultures de rente ont été les principales bénéficiaires (Schwartz, 1984). La multiplication des structures de développement s'est faite sans pratiquement aucune coordination sur le terrain. La philosophie et les modes d'intervention, ainsi que les thèmes techniques diffusés diffèrent souvent, parfois jusqu'à la contradiction (par exemple quant à l'utilisation de la culture attelée). Selon un découpage variant au cours du temps, un zonage des actions s'est opéré, générateur de disparités, voire d'inégalités socio-économiques importantes. L'application des thèmes techniques se heurte à de nombreuses difficultés, dont l'une est liée au système « d'encadrement » des paysans. Originaire de la région et vivant dans le « milieu », l'encadreur est l'interlocuteur privilégié des paysans, c'est à lui de diffuser et faire appliquer les thèmes techniques dans tous les domaines : techniques culturales, traction animale, élevage, stockage des récoltes, reboisement, lutte contre l'érosion, mais aussi contrôle des crédits d'équipements et de campagne... Cheville ouvrière de la structure, il doit fournir régulièrement toute une série de statistiques (notamment des mesures des superficies semées, sarclées... ; des calculs de rendement), et sans oublier les multiples stages de formation qu'il doit suivre ! Mais cette diversité de compétences et de tâches attendue de l'encadreur et les charges de travail consécutives se révèlent irréalistes. En outre, nombre d'entre eux n'ont pas une qualification suffisante²³, leur salaire (25 000 FCFA) et leurs conditions de travail ne sont guère motivants; abus de pouvoir auprès des paysans et détournements ne sont pas choses rares. L'efficacité des encadreurs semble à la mesure de leur situation.

23. A l'occasion de la mise en place de la « nouvelle stratégie du développement rural » en 1986, de nombreux encadreurs se sont vus licenciés pour ce motif.

L'augmentation globale de la production vivrière résulte essentiellement d'un accroissement des surfaces cultivées, lui-même dû à la conjugaison de trois facteurs : la croissance démographique, la diffusion de la culture attelée et le développement des « champs personnels ». Cultivés par les dépendants, cadets et femmes, ils sont pour ces dernières un moyen d'améliorer la situation nutritionnelle de leurs enfants (voire du reste de la famille), charge à laquelle les maris se soustraient volontiers, particulièrement dans les ménages polygynes.

Il n'existe pas de séries statistiques fiables permettant de retracer l'évolution des rendements. Mais les appréciations portées dans les différents rapports abordant ce sujet sont assez concordantes pour pouvoir affirmer qu'il n'y a pas eu globalement d'amélioration importante et durable des rendements pouvant expliquer cette augmentation de la production vivrière. « L'analyse régionale des Savanes » de 1983 note à ce propos, « le plus inquiétant est que l'on ne constate pas, malgré l'intervention des services de vulgarisation agricole, une évolution sensible des rendements »²⁴. L'intensification agricole n'a pas eu lieu. L'impact des actions de développement n'est évidemment pas nul, mais il demeure très circonscrit, dans l'espace et dans le temps. Le « projet FED-Savanes » par exemple, paraît avoir entraîné un accroissement des rendements dans sa zone; mais qu'en sera-t-il de l'« après-projet » ?

L'objectif principal assigné à la culture attelée était justement d'aboutir à une augmentation des rendements. Si sa diffusion est effectivement un succès -et les paysans sont très demandeurs- les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous. D'après une étude de l'Unité Suivi Evaluation de la SOTOCO, « la culture attelée, telle qu'elle est pratiquée dans les Savanes, n'améliore pas la productivité de l'exploitation agricole, que ce soit par augmentation des rendements ou des surfaces par personnes [...] A ce stade de développement, la culture attelée est plutôt perçue comme un moyen d'améliorer la qualité de la vie [...], de réduire la pénibilité du travail et d'accélérer son exécution » (SOTOCO, 1987). En d'autres termes, « l'expansion de la culture attelée [est] facteur de progrès social sans progrès économique » (Djagni & Faure, 1989). Cette analyse de la culture attelée témoigne par ailleurs de l'opposition fondamentale entre une logique économique « moderne » productiviste et celle d'une société où c'est le social qui conditionne l'économique.

24. Demeurant aux environs de 500 kg/ha pour le mil et le sorgho (Direction Régionale du Plan, 1983, p.93).

Pourtant, des expériences réalisées en station de recherche agronomique ou sur des champs d'essai en milieu paysan aboutissent à des résultats agronomiques porteurs d'espoir, avec des rendements sur le vivrier de plus de 1000 kg/ha. Au terme d'une étude agro-économique sur un village de la préfecture de Tône, considéré en « situation de crise », les auteurs concluent que « *les solutions techniques permettant la mise en place de systèmes de cultures équilibrés existent. Les sols de la région peuvent supporter sans problème insurmontable une culture continue. [...] Mais la vulgarisation de ces solutions techniques pose de nombreux problèmes, liés à une mauvaise adaptation par la recherche du message technique aux réalités paysannes, aux faibles possibilités des sociétés de développement de faire passer un message portant globalement sur l'ensemble des systèmes de production, et aux conditions économiques qui n'incitent pas forcément les paysans à intensifier leur système de culture (prix non rémunérateurs et très fluctuants)* » (Djagni et al., 1988).

La Direction régionale du Plan fait à son tour l'analyse suivante : « *Il est probable que l'effet des engrais et des conseils techniques reste relativement faible et que, de plus, il soit masqué par des phénomènes tels que la mise en culture de terres marginales imposée par la pression démographique, la dégradation des sols due au raccourcissement de la jachère, les chutes de rendement dues aux difficultés d'approvisionnement en intrants ou aux variations intempestives de leur prix, le fonctionnement irrégulier du système de crédit. L'histoire récente de l'encadrement agricole est riche en événements de ce genre :*

- désorganisation du système de labours rizières ;
- rupture d'approvisionnement en engrais et doublement inopiné de leurs prix ;
- rupture de stock en pièces et matériel de culture attelée ;
- nombreuses modifications du système de crédit agricole ;
- contrôle plus ou moins officiel des prix des produits et perturbations du marché qui s'en suivent.

Quand on sait que le paysan, souvent à la limite de la subsistance, déjà soumis à un climat imprévisible, est avant tout soucieux de minimiser le risque, on comprend qu'il ne se fierait aux directives et conseils d'une administration, quelle qu'elle soit, que si celle-ci présente un visage "sécurisant" (DRP, 1983, p.93) ».

Les conclusions sont éloquentes.

En fait, la seule véritable « réussite » agricole réside dans le développement spectaculaire depuis 1974 de la culture du coton : sa production est passée de 218 t pour la campagne 74-75 à 11767 t en 1986-87 pour l'ensemble de la Région des Savanes (dont les trois quarts reviennent à la préfecture de Tône). Cette réussite s'est faite, nous l'avons vu, sous l'égide de la SOTOCO, qui a disposé de moyens

financiers considérables provenant essentiellement de sources extérieures 25. « *Structure d'intervention de type vertical, la SOTOCO prend en charge la totalité de la filière coton, de la production paysanne jusqu'à la commercialisation primaire et depuis 1981 à l'égrenage* » (Schwartz, 1985). Comme le note une mission de programmation du « projet FED-Savanes », « *le succès du coton tient en grande partie à une organisation efficace du marché, avec des prix fixes et connus d'avance, contrastant avec l'absence d'organisation et des prix fluctuants et imprévisibles pour toutes les autres spéculations. Un autre facteur important est la fourniture d'intrants à crédit par la SOTOCO, facilité dont peu de paysans peuvent jouir pour les autres cultures* » (Agroprogress, 1987).

Mais ces conditions de réussite du coton sont aussi potentiellement les facteurs de sa fragilité. Une tendance à la baisse du prix du coton sur le marché mondial (suite à une croissance globale de la production), et l'adoption par le gouvernement togolais d'une politique économique, dont agricole, de plus en plus libérale 26, ont déjà conduit à une diminution du prix payé au producteur (moins 10 % l'an passé) et à une augmentation du prix des intrants (par réduction de la subvention, pratiquement supprimée depuis 1984). Dès lors, qu'une mauvaise récolte survienne, ce qui fut notamment le cas en 1988, et nombre de paysans se retrouvent débiteurs vis-à-vis de la SOTOCO; en difficulté financière pour acheter le mil qui manque, ils se voient en outre contraints de refaire du coton l'année suivante pour rembourser la dette ainsi contractée 27. Le coton, jusqu'aujourd'hui principale source de revenus pour les paysans en pays moba-gurma, peut aussi devenir source d'endettement et de difficulté alimentaire.

L'analyse de la réussite du coton est riche d'enseignements. D'une part, elle est la preuve éloquente que des progrès agricoles importants sont possibles, dès lors que l'on s'en donne les moyens (financiers, techniques et institutionnels au service d'une réelle volonté politique). D'autre part, nous constatons simplement que la croissance démographique ne semble pas avoir entravé ce développement de la culture du coton...

25. En 1977, est mis en place un premier crédit de 6,5 milliards de FCFA, puis un second de 16,6 milliards FCFA en 1982, grâce à un prêt de l'Agence Internationale de Développement (AID) de la Banque Mondiale, des subventions du Fonds français-d'Aide et de Coopération (FAC), puis de la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE), (Schwartz, 1986).

26. Prise sous l'égide de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI), dont le Togo est sous tutelle, sous « ajustement structurel », depuis 1982.

27. Cette même année, le prix officiel de l'arachide payé au producteur a été divisé par trois !

Un dernier élément, enfin, a joué défavorablement sur le développement agricole de la Région des Savanes toute entière : il s'agit de la politique de protection de la faune et de l'environnement menée dans cette région ²⁸.

Durant les années 70, suite au programme de l'OMS d'éradication de l'onchocercose, de très importants projets hydro-agricoles et agro-industriels vont être programmés, inscrits comme prioritaires dans le 3ème Plan et, pour certains, connaître un début de réalisation, avec en accompagnement une « colonisation » de ces terres devant ainsi permettre de réduire la pression démographique dans la partie nord-ouest du pays moba-gurma. La vallée de l'Oti et la forêt de « la fosse aux lions » présentent en effet de fortes potentialités agricoles; la première est en outre une zone privilégiée pour la pêche et l'élevage. Mais, en 1981, la décision de création de la réserve de l'Oti et de l'extension de la forêt de « la fosse aux lions » met fin à tous ces projets de développement et entraîne l'expulsion de plusieurs milliers de personnes. Aujourd'hui, près d'un tiers (31 %) de la superficie totale de la Région des Savanes est ainsi interdit à toute activité agricole...

A la question que nous avons posée « pourquoi n'y a-t-il pas eu intensification agricole ? », il apparaît très clairement que la réponse n'est pas d'ordre démographique. S'il est évident que la croissance démographique observée n'est pas compatible, toutes choses égales par ailleurs, avec le système de production « traditionnel », ce n'est cependant pas elle qui explique la non transformation de ce dernier. On aurait pu s'attendre au contraire, comme le propose E. Boserup, que la pression démographique soit un facteur d'évolution agraire (E. Boserup, 1970). Cette thèse apparaît difficile à vérifier en raison de l'effet perturbateur de l'interventionnisme dans le domaine agricole, extérieur à la société moba-gurma. Les raisons du succès de la diffusion de la culture attelée que nous avons précédemment exposées, sont éloquentes à ce propos. Confrontés au problème d'un manque de terres ²⁹, de nombreux paysans vont en cultiver d'autres, plus loin, là où ils en trouvent.

28. Nous reprenons ici les points forts d'une analyse faite sur ce sujet par L. Merlet (L. Merlet, 1987).

29. Par ailleurs le manque de terres n'est pas dû seulement à la pression démographique, il faudrait aussi prendre en compte le système foncier (Pontié, 1986).

Conclusion

A l'instar de nombreuses autres régions africaines, l'extrême Nord-Togo a connu au cours de ce siècle une accélération du rythme de croissance de sa population, dépassant aujourd'hui un taux annuel de 3,5 %, qui résulte d'une baisse importante de la mortalité dans l'enfance conjuguée à un maintien, voire une hausse des niveaux de fécondité. Concernant ce dernier point, l'analyse a montré que les comportements reproductifs en pays moba-gurma ne sont pas une donnée indépendante, un fait culturel relevant d'un certain fatalisme. Ils relèvent au contraire d'un processus d'interaction permanente avec les domaines social, politique, économique et religieux.

Le pays moba-gurma est assurément confronté à une situation de déséquilibre entre population et ressources. Croissance démographique élevée et maintien du système de production "traditionnel" ne sont pas compatibles. Le bilan des actions de développement conduit au constat que l'intensification agricole n'a pas eu lieu. La production vivrière a globalement augmenté, mais par accroissement des surfaces cultivées et non à cause d'une amélioration sensible des rendements. Il apparaît très clairement que la variable démographique n'est pas la cause de cette situation.

Quoiqu'il en soit, c'est toujours la contrainte démographique qui est « montrée du doigt », qui est la plus « médiatisée », comme pour masquer les véritables causes. La régulation des naissances vient à l'ordre du jour des actions de développement : ainsi le projet FED-Savanes prévoit-il pour sa seconde phase un volet planification familiale, pour lequel les encadreurs doivent recevoir une formation complémentaire... De la charrue au contraceptif !

L'évolution future du déséquilibre population-ressources en pays moba-gurma est bien difficile à prévoir. L'analyse a montré que, pour l'instant, les réponses apportées par la société moba-gurma elle-même sont essentiellement d'ordre démographique (stratégie de forte fécondité et de migration). Mais jusqu'à quand ?

Dans le contexte actuel il serait absurde de nier les inquiétudes que fait peser sur l'avenir du pays moba-gurma un rythme annuel de croissance démographique d'environ 3,7 % (soit un doublement de la population dans 19 ans). L'analyse des actions de développement passées et en cours, ainsi que les nouvelles orientations de la politique économique et agricole togolaise — l'ajustement structurel — rendent bien incertains une croissance, même au moins similaire de la production vivrière, et un accroissement sensible des emplois non agricoles. Si on considère qu'il y a peu à attendre des politiques de développement, une réflexion sur les perspectives d'avenir amène à s'interroger, entre autres, sur les limites de la solution migratoire.

Certes, le Togo, comme l'Afrique de l'Ouest, recèle encore des espaces non cultivés, ce qui fait dire à beaucoup que le Togo est en fait globalement « sous-peuplé ». Soit, mais si l'on replace le pays moba-gurma, tant dans l'espace togolais que sous-régional, le constat est à peu près le même partout : une forte croissance démographique (avec ses « effets d'inertie ») et des difficultés économiques croissantes. La région centrale du Togo connaît d'importants mouvements de colonisation de ses terres, mais selon un système d'exploitation de type extensif; les espaces « vides » risquent de se remplir rapidement. Quant à la situation à l'étranger, ici et là éclatent des conflits entre population autochtone et étrangère ³⁰, beaucoup sont latents ³¹ ; les mesures de restriction de l'immigration (au Gabon notamment), voire d'expulsion des travailleurs étrangers (au Nigéria en 1983 et 85) laissent augurer des politiques de plus en plus protectionnistes.

La population moba-gurma va-t-elle chercher à réduire sa fécondité ? L'Etat va-t-il mettre en place une politique de population visant à maîtriser la croissance démographique ?

Mais agir sur la seule variable démographique ne saurait suffire car, cette analyse l'a largement montré, elle n'est qu'un facteur parmi d'autres à influencer sur la relation entre population et ressources.

30. Fin 1985, un conflit opposant Moba et Konkomba au Nord-Ghana a provoqué le retour de plusieurs milliers de Moba dans la préfecture de Tône.

31. La sortie des résultats du dernier recensement ivoirien serait bloquée, en raison d'une proportion importante d'« étrangers » dans la population ivoirienne !

Références bibliographiques

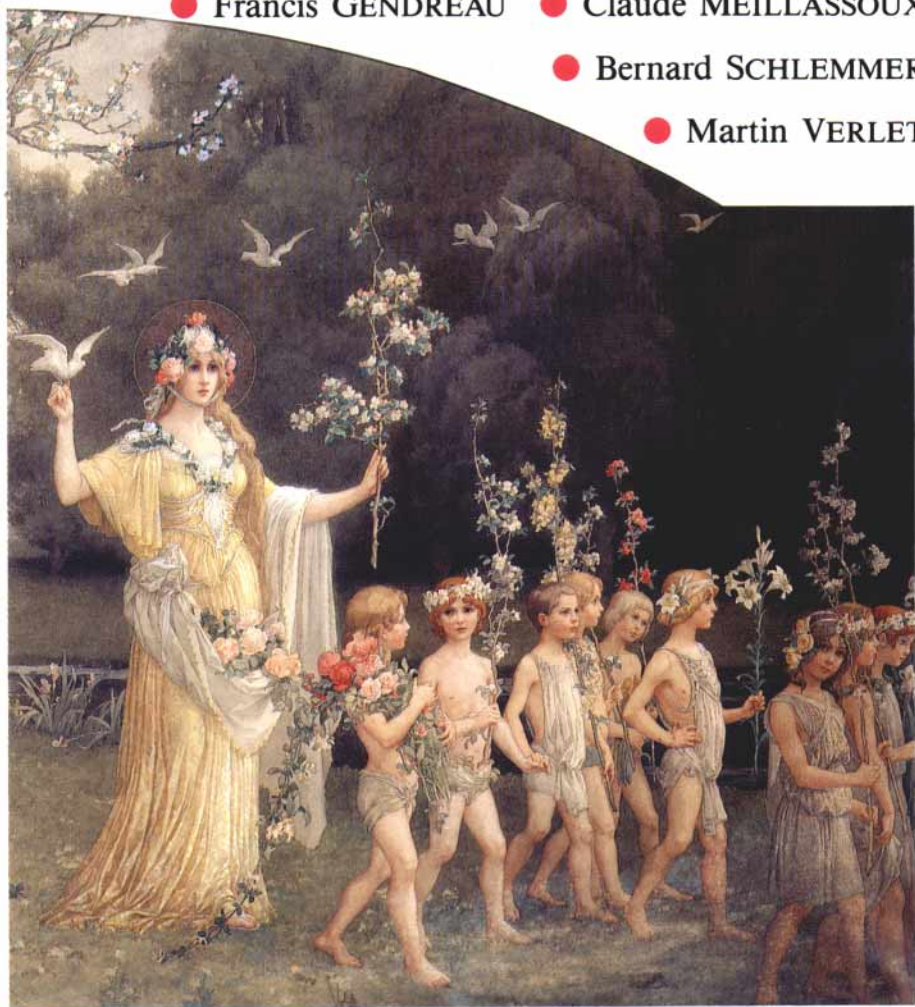
- Archives Nationales du Togo, I : *Compte rendu de tournée dans la région de Dapango*, 30-6-1917, Lomé.
- Archives Nationales du Togo, II : *Rapports annuels du Cercle de Sansanné-Mango des années 1923 à 1935, et nationaux de 1948 à 1957*, Lomé.
- AGROPROGRESS KIENBAUM INTERNATIONAL, 1987 : *Etude pour une action de modernisation de la région des Savanes -Rapport final*; Bonn, 266 p. + annexes.
- BOSERUP E., 1970 : *Evolution agraire et pression démographique*; Paris, Flammarion, 218 p.
- DAWSON M.H., 1987 : « Health, nutrition and population in central Kenya, 1890-1945 », in *African population and capitalism, historical perspectives* ; Ed. D.D. CORDELL & J.W. GREGORY Ed., Westview Press/Boulder and London, pp. 201-217.
- DIRECTION REGIONALE DU PLAN, 1983 : *Monographie de la Région des Savanes*, Dapaong, Ministère du Plan.
- DIRECTION REGIONALE DU PLAN, 1985 : *Analyses régionales -Région des Savanes*, Dapong, Ministère du Plan et de l'Industrie, 225p.
- DJAGNI K. & FAURE G., 1989 : « L'expansion de la culture attelée dans la Région des Savanes au Togo : facteur de progrès social sans progrès économique marqué », *Les Cahiers de la recherche Développement*, n° 21, mars 1989, pp. 60-72.
- DJAGNI K., FAURE G., JALLAS E., 1989 : *Stratégies paysannes et innovations techniques pour une agriculture en difficulté : Poissongui, un village de Nord-Togo*; IRCT-CIRAD, Ministère du Développement Rural, multigr., 43p.
- DUADENYO S., 1987 : « La "révolution verte" : discours et financement » ; in *Politique africaine* n° 27, Paris, Karthala, pp.31-36.
- LAMBON Y.D., 1980 : *La fonction sociale de la prière en pays mwaba (région de Dapaong)*; Mémoire de l'EPHE, Paris, 339 p.
- LEVI P. & PILON M., 1988 : *Enquête socio-démographique chez les Moba-Gurma du Nord-Togo — vol 1. Méthodologie, caractéristiques générales, migrations*; Lomé, ORSTOM, 122p.
- LOCOH T., 1984 : « Essai d'estimation de la population togolaise de 1920 à 1975 » ; *Etudes togolaises de population*, n° 7, Unité de Recherche Démographique, Université du Bénin, pp.1-14.

Les spectres de Malthus

- LUCIEN-BRUN B. & PILLET-SCHWARTZ A.M., 1987 : *Les migrations rurales des Kabyé et des Losso*; Paris, ORSTOM, Coll. « Travaux et Documents » n° 202, 391p.+ cartes h.t.
- MERLET L., 1987 : « Domaine réservé : la protection de la faune au Togo » in *Politique africaine* n° 27, Paris, Karthala, pp. 55-66.
- PILON M., 1987 : *Structure et évolution des ménages chez les Moba-Gurma du Nord-Togo*; Communication au Congrès Africain de Population, Dakar, 15 p.
- PILON M. & PONTIE G., 1988 : *Développement inégal et mobilité : le cas des Moba-Gurma du Nord-Togo*; Journées Démographiques de l'ORSTOM, Paris, 23 p., (à paraître dans « Colloques et séminaires »).
- PONTIE G., 1986 : « Notes sur les migrations externes des Moba-Gurma du Nord-Togo » ; in *Migrations togolaises, bilan et perspectives*, Unité de Recherche Démographique de l'Université du Bénin, Lomé, pp.139-166.
- PROJET FED-SAVANES, 1987 : *2ème rapport semestriel* ; Dapaong, Direction Régionale du Développement Rural, multigr., 43 p.
- REINHARD P., 1983 : *Proverbes moba*; Dapaong, multigr., 77 p.
- REY P.P., 1976 : *La production d'arachide au Nord-Togo (1935-49) : un échec économique mais une rupture politique réussie*; multigr., 46 p.
- SCHWARTZ A., 1984 : « Quatre Plans quinquennaux de développement au Togo (1966-1985). Les politiques sectorielles, mythes et réalités » ; Lomé, ORSTOM, multigr., 24 p.
- SCHWARTZ A., 1985 : *Le paysan et la culture du coton au Togo*; Paris, ORSTOM, Coll. « Travaux et Documents », n°286, 106 p.
- SCHWARTZ A., 1986 : « La culture de rente se nourrit-elle de la famine en Afrique ? L'exemple du coton au Togo » ; Lomé, ORSTOM, multigr., 16p.
- SCHWARTZ A., 1989 : « Révolution verte et autosuffisance alimentaire au Togo » in *Politique africaine* n° 36, Paris, Karthala, pp. 97-107.
- SOTOCO, 1987 : *La culture attelée dans la Région des Savanes* ; Unité de Suivi Evaluation (USE), Atakpamé, 89 p.

LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM

edj

CRÉD

Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991